

Taking the Next Step on Climate Change

Thomas Mulcair's Record of Success

As Québec's Minister of Sustainable Development, Environment and Parks, Thomas Mulcair wrote North America's first sustainable development law

Protected Mont Orford provincial park by refusing to sign an order-in-council transferring land to private condominium developers

Amended Québec's Human Rights Charter to created the right to live in a clean environment

Maintained Québec's ban on the cosmetic use of pesticides including 2,4-D

Stephen Harper's Record of Inaction

Used the unelected Senate to kill NDP climate change legislation passed by the House of Commons

Continued \$1.4 billion a year in subsidies to oil and gas companies despite his commitment to phase them out

Refuses to renew Canada's commitment under the Kyoto Protocol

Undermined global efforts to ensure China adopt binding emissions targets by rejecting China's offer to cap emissions at the UN climate change conference in Durban, South Africa

Cut environmental research grants by over 30%

Cut Environment Canada staff by 10%

Taking the Next Step

Stephen Harper's inaction on climate change is leaving a huge debt in the backpacks of future generations

The government's refusal to act now will ultimately make it more costly to address climate change, not less

Adopt a comprehensive cap and trade plan to put a price on carbon and begin reducing climate change pollution

Cap climate change pollution "upstream" where fossil fuels and emission sources are produced rather than "downstream" where they are used

Include all major emission sources rather than only the 700 largest emitters regulated by current legislation

Exempt individuals, small businesses and family farmers with relatively small emission footprints from the rigorous regulations necessary to address climate change

Use revenue generated by a cap and trade system to help families reduce their energy use and lower their overall energy costs

Remediate environmental damage caused by polluting industries and enforce existing regulation within federal jurisdiction

Ensure revenue is reinvested in the regions in which it is generated

Thomas Mulcair.ca

Continuons sur notre lancée

Les changements climatiques

Les accomplissements de Thomas Mulcair

Comme ministre québécois du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, Thomas Mulcair a rédigé la première Loi nord-américaine sur le développement durable

Il a protégé le Mont-Orford, un parc national, en refusant de signer un décret qui aurait transféré des terrains à des intérêts privés pour y construire des copropriétés

Il a modifié la Charte québécoise des droits et libertés pour y insérer le droit de vivre dans un environnement sain

Il a maintenu l'interdiction de l'utilisation au Québec de pesticides domestiques dont le 2,4-D

Bilan de l'inaction de Stephen Harper

À fait appel aux sénateurs, représentants non-élus, pour saborder la Loi sur les changements climatiques du NDP adoptée par la Chambre des Communes

Continue d'accorder \$1.4 milliard de subventions annuelles aux compagnies gazières et pétrolières en dépit de son engagement à les éliminer

Refuse de renouveler l'engagement du Canada envers le Protocole de Kyoto

Sape les efforts internationaux pour s'assurer que la Chine adopte des objectifs d'émissions contraignants en rejetant l'offre chinoise de plafonner les émissions lors de la conférence de Durban, en Afrique du Sud.

A coupé de plus de 30% les subventions environnementales

A réduit de 10% le personnel d'Environnement Canada

De par son inaction, Stephen Harper va léguer aux générations futures une énorme dette écologique

Le refus du gouvernement d'agir dès aujourd'hui finira par rendre plus coûteuse la lutte contre le changement climatique

Continuons sur notre lancée

Adopter un plan de plafonnement et d'échanges pour fixer un prix pour le carbone et commencer à réduire nos émissions de gaz à effet de serre

Plafonner les émissions en amont là où les combustibles fossiles sont produits plutôt qu'en aval là où ils sont utilisés

Inclure toutes les sources principales d'émission et pas seulement les 700 plus gros pollueurs assujettis à la législation actuelle

Exempter de cette législation rigoureuse les individus, les exploitants agricoles et les petites entreprises ayant une faible empreinte environnementale

Utiliser les revenus générés par ce système de plafonnement et d'échanges pour aider les familles à réduire leur consommation d'énergie et leurs coûts énergétiques

Réparer les dommages environnementaux causés par les industries polluantes et faire respecter la réglementation fédérale existante

S'assurer que les revenus sont réinvestis dans les régions d'où ils proviennent